

CORDOBA WORKSHOPS REPORTS

Rapport de la III^e Plateforme Sahel Consolidation des projets de promotion de la paix dans la région du Sahel

Caux, 18 - 20 juillet 2016

Auteurs

Abdoulaye Bâ
Sarah Franck



FONDATION CORDOUE DE GENÈVE
CORDOBA FOUNDATION OF GENEVA - مؤسسة قرطبة جنيف



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

مؤسسة قرطبة بجنيف
Fondation Cordoue de Genève
Fundación Córdoba de Ginebra
Cordoba Foundation of Geneva



Rapport de la troisième Plateforme Sahel

Consolidation des projets de promotion de la paix dans la région du Sahel

Caux 18-20 juillet 2016

Auteur : Abdoulaye Ba

Revue par : Sarah Franck



Contents

I. Contexte.....	3
II. Discussions.....	3
Mali	3
Niger.....	3
Nigéria.....	4
Tchad.....	4
Mauritanie	4
III. Actions entreprises	5
Tchad.....	5
Mali	5
Mauritanie	5
Niger.....	6
IV. Prochaines étapes	6
Tchad.....	6
Mali	6
Mauritanie	6
Nigéria.....	7
Niger.....	7
Conclusion.....	7



I. Contexte

Faisant suite aux rencontres de la Plateforme Sahel, tenues respectivement en 2014 et 2015 à Nouakchott, la troisième session de la Plateforme s'est tenue à Caux (Suisse) entre les 18 et 20 juillet 2016.

Cette rencontre a regroupé plus d'une vingtaine de personnalités œuvrant à la promotion de la paix, au raffermissement de la cohésion sociale à travers le dialogue inclusif - inter et intra-religieux, inter et intra-communautaire notamment - et à la prévention de l'extrémisme violent, en vue d'une transformation efficiente des conflits dans la zone. Les pays représentés étaient : le Mali, le Niger, le Tchad, le Nigéria et la Mauritanie.

La rencontre a vu aussi la participation de hauts responsables du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE). De plus, l'ambassadeur du Mali, SE Mme Aya Diallo Thiam, a participé, le 19 juillet, aux travaux d'une session d'échanges sur le Mali. Elle a exprimé sa satisfaction et ses encouragements pour ce que la Fondation Cordoue de Genève (FCG) et le DFAE font ensemble aussi bien au Mali que dans la région du Sahel.

II. Discussions

Au début des travaux, et après les mots de bienvenue du Directeur de la FCG et d'un responsable du DFAE, les participants ont eu un bref échange sur la situation dans chacun des pays concernés.

Mali

La situation reste marquée par l'enlèvement de l'Accord d'Alger, la recrudescence de la violence et l'extension de ses foyers. Limitée à la partie nord du pays depuis janvier 2012, cette violence semble s'étendre vers l'ouest et le sud. Cette situation serait consécutive à la naissance de nouveaux acteurs communautaires qui semblent vouloir greffer leurs propres revendications identitaires sur celles de mouvements violents à connotation religieuse, actifs dans le pays depuis 2012. Les prémices d'un dialogue intra-communautaire, lancé à travers la rencontre de la Plateforme tenue à Nouakchott en décembre 2015, enregistre des avancées en dépit de certaines difficultés de communication. Ces difficultés sont notamment liées à la distance et au contenu que chacune des parties donne à la dynamique mais aussi vis-à-vis du mode d'action et des finalités de cette dernière.

Niger

La thématique de la violence par le groupe violent à référence religieuse Boko Haram (BH) et les conséquences tragiques qu'elle entraîne ont été évoquées. Les attaques d'envergure lancées par le groupe contre des villages, des centres urbains et des positions militaires semblent déstabiliser les autorités. Ces attaques témoigneraient de limites dans la capacité de réponse du gouvernement, aussi bien sur le plan militaire et politique que sur le plan humanitaire. Le défi BH se trouverait être plus difficile à relever avec la poursuite de la situation de précarisation des écoles coraniques qui sont très largement répandues dans le pays et dont les élèves, souvent sans perspectives d'avenir, sont des cibles faciles de recrutement par les hommes de BH.



Nigéria

Le problème de BH continue de se poser avec acuité malgré des améliorations notées depuis l'accès au pouvoir en octobre 2015, du Président Mouhamadou Buhari. Même si l'armée nigériane semble avoir repris le dessus dans certaines zones qu'occupait le mouvement, d'autres régions reculées demeurent sous le contrôle de BH dans le nord du pays. D'autre part, des actes de violence extrême (meurtres, assassinats, enlèvements, viols, destructions d'infrastructures) continuent d'engendrer des flux massifs de réfugiés nigériens dans les pays limitrophes et d'occasionner des déplacements internes massifs de populations civiles (IDP).

L'équipe de recherches, composée de deux universitaires nigériens travaillant sur la thématique BH, a présenté l'état d'avancement de ses travaux menés sur le terrain depuis juin 2016. Suivant son travail de collecte des données, l'équipe espère finir ses recherches au plus tôt et se projette déjà dans la phase suivante de cette étude. Des idées relatives au placement de l'étude au niveau de centres de recherches ont été évoquées ainsi que sa potentielle publication, sa diffusion et son partage à un large public. Suivant ces recherches, cette stratégie vise à aider les pays de la région et les institutions concernées par la problématique de BH à mettre en place un plan efficace de lutte contre l'extrémisme violent.

Tchad

En dépit de la tenue d'élections présidentielles contestées en avril dernier et la difficile situation socio-économique que le pays traverse, ce dernier demeure fortement engagé dans la lutte contre BH, au-delà même de ses frontières. Cet engagement engendre, lui aussi, des tensions et des conflits d'ordre divers. Ces conflits seraient exacerbés par la persistance d'une forte ligne de tension au niveau du dialogue religieux intra-islamique. Les acteurs principaux de ce dialogue - les Tidjanes d'une part et les acteurs salafis d'autre part – ne semblent pas parvenir à enclencher un dialogue à même d'atténuer les tensions. Cette situation contribue largement à obstruer une autre ligne de tension latente, à savoir le dialogue entre communautés musulmanes et chrétiennes.

Mauritanie

L'absence de dialogue politique entre l'opposition et le pouvoir, la persistance de tensions inter et intra-communautaires ainsi que l'absence d'une prise en charge adéquate des questions liées à la cohabitation (esclavage, passif humanitaire, inégalités sociales et d'autres tensions) continuent de constituer « une préoccupation majeure » selon les participants présents à cette rencontre et issus de ce pays.

Pour conclure, du point de vue des participants la situation au Sahel demeure, globalement, assez volatile et instable. Cette situation serait en outre porteuse de germes de menaces graves pour la cohésion interne dans chacun des Etats et pour la paix et la stabilité régionale.



III. Actions entreprises

Après de fructueux débats, chacun des groupes a présenté, en plénière, le bilan des actions entreprises depuis la dernière rencontre de la Plateforme (décembre 2015).

Tchad

Suite aux recommandations dégagées lors de la dernière rencontre de la Plateforme, tenue en décembre 2015 à Nouakchott, il avait été convenu entre les Tchadiens présents dans le cadre du dialogue inter-religieux et intra-religieux, de susciter, dès leur retour au Tchad, une série de rencontres pour aplanir les différends entre les deux pôles du paysage islamique. Or, les démarches qui ont été menées et les propositions soumises n'ont finalement pas abouti, cela malgré l'engagement de la DSH du DFAE et de la Fondation Cordoue de Genève (FCG) comme facilitateurs. Ces derniers se sont rencontrés avec les ambassadeurs de certains pays occidentaux présents au Tchad pour aborder les préjugés qui sont tenus à propos certains des acteurs présents au pays, et de donner une analyse plus nuancée de la situation, une approche qui semble avoir eu un certain succès en changeant la perception du corps diplomatique.

La persistance de cette ligne de tension intra-islamique fera l'objet d'un suivi et de nouvelles voies seront explorées.

Le Centre El Mouna poursuit pour sa part ses activités comme cadre de dialogue et de discussions pour encourager un dialogue inclusif au Tchad, aussi bien sur le plan religieux que politique et social.

Mali

Malgré les questions de distance évoquées (voir le point II), les membres du groupe Mali ont élaboré un plan d'action pour la mise en place d'une structure visant à donner une nouvelle dynamique au dialogue intra-malien afin de parvenir à une mise en œuvre rapide de l'Accord d'Alger. Cette structure doit favoriser une plus grande représentativité de tous les acteurs principaux présents au Mali, et qui doivent arriver à un « vivre ensemble » pacifique pour aider à la mise en œuvre de l'Accord. En effet, le problème de l'absence d'une représentation complète d'acteurs originaires des zones nord du pays au sein de cette structure a été soulevé par un participant malien et confirmé par d'autres. Ce groupe de jeunes leaders a par ailleurs mené plusieurs activités de sensibilisation sur la question de la prévention de la violence extrême, du dialogue intercommunautaire et de la paix au Mali. Ces activités ne sont toutefois toujours pas coordonnées d'une manière satisfaisante, d'où la nécessité de la mise en place d'une structure assurant le suivi et la coordination des activités ainsi que leur mise en œuvre.

Mauritanie

Une structure regroupant des organisations de la société civile, des personnalités indépendantes, des notabilités sociales et des acteurs religieux, a été créée à l'issue d'une rencontre qui s'est tenue à Nouakchott en décembre 2015. Dénommée « Espace diversité et citoyenneté », cette structure envisage de travailler dans le cadre de la promotion du dialogue, de la cohésion sociale à travers une action inclusive d'échanges et d'interaction.

Ayant débuté ses activités en décembre, la structure a présenté un projet portant sur la formation de journalistes et de communicateurs locaux à la communication pacifique, à la transformation de conflit, aux valeurs de citoyenneté et de dialogue et au journalisme de paix.



Ce projet intitulé « Contribuer à la réduction des tensions intercommunautaires à travers des médias inclusifs et représentatifs en Mauritanie » vise entre autres à réduire le déficit d'accès de certaines communautés aux médias locaux, largement dominés par un groupe au détriment d'autres.

Niger

Un acteur de la société civile nigérien, actif dans la prévention de l'extrémisme violent a évoqué l'importance du rôle des écoles coraniques. Selon lui en effet, certaines de ces écoles représenteraient un terrain potentiellement favorable pour le recrutement de jeunes par des groupes violents à références religieuses dans la région du lac Tchad, tels que Boko Haram. De ce constat, ce participant et d'autres acteurs sahéliens ont pris l'initiative de fonder l'Observatoire de lutte contre le radicalisme au Sahel (OLCRS). Cette idée est née d'une formation en transformation de conflit soutenue par le Desk Sahel du DFAE et délivrée par la FCG. Une requête de formation a été soumise à la FCG lors de cette rencontre.

IV. Prochaines étapes

Les prochaines étapes détaillées ci-dessous par pays sont issues des travaux de groupe qui se sont déroulés dans la matinée de la troisième journée de rencontre.

Tchad

Après les tentatives infructueuses de tenir des rencontres entre les représentants des groupes soufis (séculiers) et « sunnites » (salafistes), il a été proposé que des canaux soient établis avec la Présidence de la République du Tchad afin que le Président Idriss Deby Itno soit officiellement saisi et qu'une requête soit faite. Cette requête portera sur son engagement personnel, afin de débloquer la situation.

Mali

Le groupe s'est engagé à élargir la base des acteurs et structures installés au nord du pays et ainsi coordonner les efforts pour mener à bien une action commune, visant à atteindre les objectifs qu'il s'est assigné. Dans une première phase, le groupe a exprimé son souhait de mettre en place la structure susmentionnée, avec leurs propres moyens. Dans une seconde phase, ils évalueront en fonction du plan d'action si un appui extérieur est nécessaire. Par ailleurs, il a été convenu de réactiver le projet de dialogue entre Oulémas du Mali et de certains pays limitrophes. Ce projet a été proposé suite à la mission de la FCG en mai 2015 et discuté par la suite lors la deuxième Plateforme Sahel en décembre 2015 à Nouakchott. Pour se faire, l'élargissement de la base de la structure du groupe de travail mise en place au Mali avec les acteurs présents serait utile pour une plus grande inclusivité des acteurs de la zone nord. Ceci permettra l'implication dans le projet de certains Oulémas de cette région, notamment en matière de prévention de l'extrémisme violent.

Mauritanie

L'EDC s'est engagé à poursuivre ses activités et à élargir davantage la base de la représentativité en son sein. La structure de coordination a également exprimé sa volonté de se rapprocher de certains acteurs du courant salafistes afin qu'ils se joignent à la dynamique.



Cette dynamique de rapprochement sera également mise en place vis-à-vis de certains segments proches du pouvoir et des mouvances constituant le parti au pouvoir.

Nigéria

Le groupe de recherche sur le groupe BH, ses ramifications, l'impact de son action violente et les perspectives d'avenir du mouvement, a été encouragé à poursuivre ses activités. Recommandation lui a été faite en effet de passer aux étapes suivantes. Selon certains participants, il serait intéressant que des Oulémas du Cameroun, du Niger et du Tchad ainsi que des personnes ressources travaillant dans une dynamique de discours religieux soient approchées, afin d'enrichir le narratif contre l'extrémisme religieux et contrer les éléments de la structure lexicale fondant le discours de BH.

Niger

L'OLCRS œuvre à l'élaboration d'un document de projet portant sur la réforme des écoles coraniques au Niger, afin de le partager avec les participants et solliciter des appuis pour son soutien.

Conclusion

Cette rencontre avait pour but de faire le point sur la mise en place de projets initiés lors de précédents ateliers, à la fois au niveau national et régional. La vingtaine de participants réunis lors de cette rencontre et venant du Mali, de Mauritanie, du Tchad, du Niger et du Nigeria ont eu l'opportunité de présenter leurs initiatives respectives et de les soumettre à une critique constructive afin d'identifier les blocages, les difficultés et de proposer ainsi des solutions potentielles. Les travaux de groupe par pays, animés par des représentants du DFAE, de la CFG et d'autres acteurs de la région, ont posé un regard neuf sur les manières de surmonter les difficultés que les participants ont rencontré dans leur pays respectif. Ainsi, cette manière de procéder a également permis de mettre en exergue les techniques et outils qui ont facilité la réussite de projets dans des contextes similaires et pouvant représenter un modèle et une source d'inspiration. Inversement, l'échange d'expériences a permis d'identifier les faiblesses de certaines initiatives.

Cet échange d'expériences et l'enrichissement des connaissances durant les travaux de groupe et à l'occasion des sessions en plénière a permis l'identification des prochaines étapes pour chaque projet. Les plans d'action développés et menés par les acteurs locaux feront l'objet d'un suivi et appui régulier par la FCG et le DFAE en coordination avec les DSH locaux, d'ici la tenue de la prochaine Plateforme Sahel en mars 2017.